Réponse du Conseil administratif à la motion du 22 novembre 2016 de M^{mes} et MM. Christina Kitsos, Pascal Holenweg, Emmanuel Deonna, Marie-Pierre Theubet, Grégoire Carasso, Olivier Gurtner et Virginie Studemann: «Turquie: défendre les droits humains, la démocratie et les droits du peuple kurde».

TEXTE DE LA MOTION

Le 4 novembre 2016, le gouvernement turc a interpellé Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag, les coprésidents du Parti démocratique des peuples (HDP), ainsi que neuf autres élus de ce parti. Principal parti d'opposition en Turquie, le HDP est le seul à défendre les droits des Kurdes et des Arméniens. Il incarne également la lutte pour l'égalité entre hommes et femmes, pour le respect des minorités et contre toutes les formes de discrimination. Muselé par le pouvoir, le HDP a annoncé le 6 novembre dernier se retirer de toute activité au parlement pour protester contre un niveau de répression sans précédent.

Ces arrestations d'élus kurdes surviennent dans un contexte de purges généralisées visant les opposants au gouvernement, à la faveur de l'état d'urgence instauré après la tentative de coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016.

Les arrestations de centaines de journalistes et la fermeture de 160 médias notamment (des chaînes kurdes) mettent en péril les libertés d'expression et de la presse. Ces atteintes compromettent la démocratie parlementaire en Turquie et exacerbent la situation déjà très tendue dans le Kurdistan turc, au risque d'une guerre franchement déclarée entre Turcs et Kurdes.

Genève, siège des Nations unies et du Conseil des droits de l'homme, ne peut pas rester silencieuse face à de telles dérives.

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- d'agir par toutes les voies utiles pour obtenir le respect des droits humains et des droits démocratiques en Turquie et la libération immédiate des personnes démocratiquement élues et arbitrairement détenues, dont les deux maires de Diyarbakir, de Figen Yüksekdag, députée et de Selahattin Demirtas, député, coprésidents du parti HDP, ainsi que de tous les élus nationaux, régionaux et locaux actuellement détenus eux aussi pour des raisons politiques;
- d'intervenir auprès du Conseil fédéral afin que la Suisse condamne clairement la répression policière et politique systématique exercée par le gouvernement turc.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Les signataires de cette motion demandent au Conseil administratif d'intervenir pour obtenir la libération de maires et député-e-s arrêtés en novembre 2016, et d'intervenir auprès du Conseil fédéral pour qu'il condamne la répression exercée par le gouvernement turc.

Le Conseil administratif est sensible à la problématique soulevée par cette motion. Il rappelle l'engagement de la Ville pour la protection des droits humains et son attachement sans faille à la primauté du droit, à l'ordre démocratique et la défense de la liberté d'expression.

S'agissant de la situation qui prévaut en Turquie, le Conseil administratif est conscient du contexte particulièrement délicat dans lequel se situe ce pays, du fait notamment de sa frontière commune avec la Syrie et l'Irak, pays traversés depuis plusieurs années par des guerres civiles meurtrières.

Cette proximité de la Turquie avec des voisins en guerre a eu pour conséquence que le pays a vu affluer, et héberge, des centaines de milliers de réfugiés notamment syriens. La Turquie a vu par ailleurs une recrudescence des attentats frappant la population civile.

Rappelons aussi que le pays a subi une tentative de coup d'Etat en juillet 2016.

Par principe, le Conseil administratif ne saurait approuver la prise de pouvoir ou la déstabilisation des institutions démocratiques par des forces armées.

Il suit toutefois avec attention les suites de cette tentative de putsch, qui s'est traduite par une vague d'arrestations ou de mises à l'écart de la vie publique qui a affecté des dizaines de milliers de ressortissants turcs.

Dès lors, le Conseil administratif souscrit aux prises de position du Conseil fédéral eu égard aux développements de la situation politique en Turquie et s'associe à la Confédération pour enjoindre au gouvernement en place de respecter les libertés fondamentales, les principes de l'Etat de droit et ses obligations internationales.

Le 26 juillet 2017, nous avons fait parvenir une lettre à M. Ilhan Saygili, de l'ambassade de la République de Turquie, soutenant dans son intégralité le contenu de la résolution du Conseil municipal et sollicitant la libération immédiate de M. Taner Kiliç, ainsi que l'abandon de toutes les charges retenues contre ce dernier. Nous lui demandions également de nous accorder un entretien afin de prendre connaissance des charges retenues contre M. Taner Kiliç ainsi que des raisons qui ont poussé son pays à l'arrêter. A ce jour, nous n'avons pas reçu de réponse. Enfin, nous lui précisons que notre Conseil était

spécialement attentif aux dernières évolutions de la situation des défenseurs des droits humains dans le monde et reconnaissait l'importance du travail mené par Amnesty International, et nous invitons la Turquie à annuler la suspension de la convention européenne des droits de l'homme et à garantir le respect des droits humains sur tout son territoire.

De par sa longue tradition d'accueil d'organisations internationales engagées dans la diplomatie multilatérale, la Ville de Genève rappelle également l'importance du maintien du dialogue en gardant ouverts tous les canaux de communication.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le maire:
Rémy Pagani